

## La dissuasion nucléaire anglaise ?

Nous, Français, avons toujours eu du mal à comprendre les principes du fonctionnement de la force de dissuasion anglaise et, c'est essentiel, son articulation avec le système de dissuasion des États-Unis.

Un livre récent, au demeurant fort bien écrit, *Britain alone* par Philip Stephens, le principal journaliste « politique extérieure » du *Financial Times* qui vient de prendre sa retraite, centré sur les relations du Royaume-Uni avec l'Europe continentale et l'Union européenne (j'y vais - je n'y vais pas, j'y suis - je n'y suis pas, j'adhère - sans adhérer, j'en sors - je n'en sors pas, j'en suis sorti - en suis-je vraiment sorti...), ainsi qu'avec les États-Unis (que ne ferait-on pas pour entretenir la relation spéciale - ou son apparence ?) consacre un chapitre bien documenté à la force de dissuasion anglaise, l'obtention et le maintien de cette force ayant eu et ayant encore une incidence majeure sur les options de politique extérieure du Royaume-Uni, y compris avec l'Union européenne.

Je me limite dans cette note à un essai de compréhension de la logique de la dissuasion anglaise, en utilisant ce chapitre, ainsi que d'autres passages de ce livre, mais aussi évidemment ce que j'en savais plus ou moins sûrement antérieurement.

Les physiciens anglais avaient établi théoriquement au tout début des années quarante la faisabilité d'une arme nucléaire à uranium enrichi et travaillaient à sa concrétisation — les physiciens français avaient de même établi, peut-être avant, la faisabilité théorique d'une arme au plutonium, ils n'avaient pas engagé « les travaux pratiques », mais ce n'est pas le sujet. Philip Stephens laisse entendre que la crainte d'une invasion allemande a conduit à « délocaliser » ces recherches aux États-Unis et au Canada, ce qui serait le point de départ de la « *special relationship* », entre les deux États.

Les Anglais ont, dans l'immédiat après-guerre, rapidement développé une arme fission, essayée en Australie (30 octobre 1952 sur l'île de Montebello) et ont développé une bombe délivrable par leurs bombardiers Vulcan. Ils ont ensuite expérimenté une arme fusion (premier tir 15 mai 1957 sur l'île Christmas), également rendue opérationnelle. Les États-Unis ont-ils aidé ? Probablement au moins indirectement, les scientifiques et ingénieurs anglais engagés dans le projet Manhattan et revenus en Angleterre ayant gardé leur étroite relation avec leurs homologues américains et étant surtout revenus en Angleterre avec les connaissances nécessaires qu'ils avaient largement contribué à établir. La crédibilité du système Vulcan /bombe a cependant vite été mise en doute, Les Anglais ont cherché à développer un missile nucléaire air-sol le *Blue Streak*, sans succès, ils se sont alors associés aux Américains pour développer un missile équivalent le *Skybolt* (premier coup de canif à l'indépendance...), les Américains qui, avec MacNamara, misaient de plus en plus sur la composante terrestre (Minuteman) et la composante navale (Polaris) n'ont peut-être pas mis une énergie considérable dans le développement du *Skybolt*, toujours est-il que les Anglais ont considéré qu'il fallait miser sur autre chose et, comme les Américains (et nous-mêmes officiellement un peu après), ils ont misé sur la composante navale sous-marine. Ils étaient capables de concevoir le bateau, sa chaudière et sa propulsion, la partie « classique » de ce l'on n'appelait pas encore le système de combat (*Combat management system*), mais ils butaient encore plus que pour la composante air sur le missile et son système de lancement, de préférence en immersion (ce qui est un casse-tête).

Dans une réunion en quasi-tête-à-tête (ou plutôt en très petit comité) de plusieurs jours à Nassau en décembre 1962 le Premier ministre MacMillan a réussi à arracher au président Kennedy (dont tous les conseillers lui avaient conseillé de ne pas acquiescer à la demande anglaise prévue) le feu vert pour acquérir des Polaris, mais bien sûr, le président Kennedy, bien qu'allié à la famille de MacMillan, était avant tout un excellent politique, ce feu vert n'allait donc pas sans acceptation par la

partie britannique de conditions particulières. Ces conditions sont naturellement protégées par le secret et ce secret a été bien gardé jusqu'à ce jour. Il y a de nombreuses raisons tout à fait valables à cela, la principale, la connaissance par un adversaire potentiel du degré de couplage entre les deux forces et, si un tel couplage existe, de sa nature et de ses modalités de fonctionnement, lui donnerait un avantage certain.

Les Anglais sont unanimes à dire « *Notre force est indépendante, nous faisons strictement ce que nous voulons* ». On comprend parfaitement pourquoi ils le disent, mais on hésite généralement à les croire totalement sur ce sujet sensible...

Philip Stephens cite les mémoires de MacMillan qui aurait dit au président Kennedy :

*He (MacMillan) would be prepared to put in (NATO) all of his part of a Polaris force, provided the Queen had the ultimate power and right to draw back in the case of dire emergency similar to that in 1940* (dans Caterall, *The Macmillan diaries* Vol II p 523)

Il n'y avait alors pas, à ma connaissance, de commandement des « forces nucléaires stratégiques » à l'Otan, il n'y en a pas aujourd'hui, seulement le groupe des plans nucléaires qui discute des cibles à attribuer à chaque élément de force en fonction de la situation et établit par consensus un plan d'utilisation (éventuel et conditionnel, il va sans dire), groupe auquel la France ne participait pas et ne participe toujours pas (question d'indépendance et de surprise, leitmotifs constants de la France dans ce domaine ultrasensible). On notera cependant que l'Otan écrit :

*« Les forces stratégiques de l'Alliance, et en particulier celles des États-Unis, sont la garantie suprême de la sécurité des Alliés. Les forces nucléaires stratégiques indépendantes du Royaume-Uni et de la France ont un rôle de dissuasion propre et contribuent de manière significative à la sécurité globale de l'Alliance. Les centres de décision distincts de ces Alliés contribuent à la dissuasion, en compliquant les calculs d'adversaires potentiels. En d'autres termes, si un adversaire devait décider d'attaquer l'OTAN, il devrait tenir compte non seulement de la décision de l'OTAN, mais aussi de celle que pourraient prendre les dirigeants des États-Unis, du Royaume-Uni et de la France. »*

aussi :

*« Les principes clés de la politique nucléaire de l'OTAN sont établis par les chefs d'État et de gouvernement des 30 pays membres de l'Alliance. L'élaboration et la mise en œuvre de la politique nucléaire de l'OTAN relèvent de la responsabilité du Groupe des plans nucléaires (NPG), l'enceinte de consultation sur toute question en rapport avec la dissuasion nucléaire de l'OTAN. À l'exception de la France, qui a décidé de ne pas y adhérer, les Alliés font tous partie du NPG. »*

puis :

*« L'objectif fondamental des forces nucléaires de l'OTAN est la dissuasion. Les armes nucléaires sont tout à fait uniques, et les conditions dans lesquelles l'OTAN pourrait être amenée à recourir à l'arme nucléaire sont extrêmement improbables. En outre, tout emploi d'armes nucléaires contre l'OTAN altérerait fondamentalement la nature d'un conflit. Si, toutefois, la sécurité fondamentale de l'un de ses États membres devait être menacée, l'OTAN a les capacités, tant nucléaires que conventionnelles, et la détermination voulues pour imposer à un adversaire des coûts qui seraient inacceptables et largement supérieurs aux gains qu'il pourrait espérer obtenir. »*

([https://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics\\_50068.htm](https://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_50068.htm))

La lecture attentive de ces textes ne lève pas entièrement le voile. Ils confirment que le NPG n'est pas un commandement, ils confirment aussi que les trois forces de dissuasion (les forces stratégiques) de l'Otan ne sont pas sous les ordres de l'Otan.

Sur un tout autre aspect de cette déclaration de MacMillan, il est surprenant de demander pour la Reine le droit de sortir du cadre Otan. Il aurait été plus exact de dire « au nom de la Reine le Premier ministre... » puisque ce souverain a depuis très longtemps perdu tout pouvoir !

Où, alors, est la contrepartie (le *Quid pro quo* disent les Anglo-Saxons) dans cette négociation ?

Philip Stephens donne une indication : le système d'arme Polaris (Trident D5 aujourd'hui) reste très dépendant des États-Unis, mais de manière indirecte (s'il l'était de manière directe les systèmes britanniques auraient dû être comptabilisés dans l'arsenal américain dans les négociations de limitation des armements nucléaires et, de plus, les Américains qu'ils aient ou non un droit de regard sur l'emploi de la force stratégique anglaise veulent à tout prix éviter d'être considérés comme à l'initiative de cet emploi hypothétique et, de ce fait, risquer une salve importante sur leur territoire national — on peut les comprendre — et, en conséquence, le « découplage » entre ce qui pourrait se passer sur le théâtre européen et la sécurité du territoire des États-Unis a toujours été une préoccupation forte du gouvernement américain).

D'après Philip Stephens, la clé réside dans le fait que le système d'arme Polaris dans son ensemble (sauf la charge utile) est maintenu non pas en Grande-Bretagne, mais sur la base sous-marine américaine de la côte est, Kings Bay. De plus, les Anglais ne disposeraient pas des codes sources du grand nombre de logiciels que contient un tel système.

Le choix des cibles discuté au sein du groupe des plans nucléaires (et chargés dans ce système) ne peut donc probablement pas être modifié à l'insu des Américains — première limitation de souveraineté<sup>1</sup>.

Mais on ne peut prouver que les Anglais mentent quand ils disent pouvoir actionner cette force quand ils le veulent, la crédibilité du « découplage » élément indispensable aux yeux des Américains impose que « le temps réel » soit sauvegardé. Est-ce crédible ? En quarante il n'a en tout cas jamais été mis en doute, ce qui est un argument fort de crédibilité !

La contrainte est donc ailleurs, elle est sur la pérennité, le temps long : les Américains peuvent à tout instant brandir la menace du refus de maintenir la force anglaise, voire de la neutraliser lors d'un des passages obligés sur la côte est... de plus, chaque changement de génération de missile conduit à une discussion difficile... (on en trouve quelques échos dans le livre cité)<sup>2</sup>.

Cette affaire d'indépendance nucléaire se trouve ainsi intimement liée à la conception anglaise de la *special relationship* et au récit national.

Dans ce récit national, les Anglais se voient dans la situation des Grecs vis-à-vis des Romains : les Grecs ont perdu l'hégémonie au profit des Romains, mais eux, les « cultivés » se positionnent comme les conseillers discrets, mais indispensables, des « barbares » au pouvoir, et donc dans la situation du marionnettiste vis-à-vis de sa marionnette. Les plus hautes instances politiques anglaises sont certainement conscientes des limites de ce récit, mais ils font tout pour en entretenir l'illusion, Ainsi, Philip Stephens s'amuse de la lutte sans merci livrée par Whitehall (le Quai d'Orsay de Sa Majesté)

---

<sup>1</sup> Mais limitée : il y a vraisemblablement plusieurs options de plans de tir et aussi, c'est le principal pour l'indépendance du pays et ce sur quoi la partie anglaise insiste à juste titre, la liberté de déclencher ou non une salve...

<sup>2</sup> Il est intéressant de noter que dans le communiqué de presse émis par Malcolm Turnbull, ex-Premier ministre australien, le lendemain de l'annonce de l'accord tripartite Aus-UK-US sur des sous-marins nucléaires, il explique pourquoi son gouvernement n'avait pas retenu l'option nucléaire : « *The alternative, I was advised, would have been to have a nuclear-powered sub that required maintenance in another country. This would have meant our submarine capability was not sovereign – if you can't maintain your own ships, you are not in full control of them* ».

pour que le Premier ministre soit toujours le premier dirigeant étranger à être invité à la Maison-Blanche après l'inauguration d'un nouveau président, quel que soit son parti. De plus, vis-à-vis de la population britannique, le gouvernement aime aussi à se présenter, toujours dans le cadre de la *special relationship* comme le *go between* indispensable entre l'Europe continentale et les États-Unis, ces deux entités aux cultures si différentes ayant besoin d'un interprète, qui ne peut être que l'Angleterre<sup>3</sup>, d'où le sentiment de supériorité insulaire entretenu dans et par l'opinion publique...

Cette *special relationship* se traduit en fait plus souvent par un alignement des positions anglaises sur les positions américaines, que par une capacité d'inflexion, même limitée, des politiques américaines. Des Premiers ministres habiles courtisans, comme Tony Blair, ont réussi à devancer l'annonce d'une politique américaine en l'affichant et en la défendant comme nécessaire, qu'elle corresponde ou non à leur intime conviction (s'ils en avaient une...) Ce pourrait être une explication à l'empressement anglais concernant la deuxième guerre d'Irak.

En conclusion, la Grande-Bretagne est sur le sujet de la dissuasion comme pour ceux cités dans l'introduction dans sa position favorite de simultanément y être et ne pas y être, *to be and not to be*.

Le barde de Stratford-on-Avon n'avait pas pensé à cette façon élégante d'éviter l'interrogation métaphysique vitale...

L'Anglais est l'illustration parfaite de la superposition d'états quantiques...

Comme le calcul du même nom, cela marche !

Je suis conscient que le lecteur restera sans doute largement sur sa faim, mon dossier sur ce sujet est manifestement incomplet, je ne demande qu'une chose : le compléter d'aussi peu soit-il !

---

<sup>3</sup> Angleterre, Grande-Bretagne, Royaume-Uni : des notions, elles encore souvent utilisées pour entretenir l'ambiguïté. Symboliquement, la reine est reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (plus de nombreux pays du Commonwealth), mais on résume le plus souvent par « reine d'Angleterre », elle est aussi duchesse de Normandie (et de ce fait suzeraine des baronnesse de Jersey ainsi que de Guernesey — toujours elle) baronnie qui ne font pas partie du Royaume-Uni.